



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



Angers, le 10/06/2022

Direction de la santé publique et environnementale
Département : Santé Publique et Environnementale -
Maine-et-Loire

Affaire suivie par : J.C. CROCHET
02 49 10 48 25
ars-dt49-spe@ars.sante.fr

Le Directeur de la santé publique et environnementale

à

Agglomération du Choletais
Direction de l'Aménagement
Service Urbanisme Prévisionnel et Opérationnel
Hôtel d'Agglomération
BP 62111
49321 CHOLET Cedex

A l'attention de Solenne PROUST

Objet : Commune de Lys Haut Layon
Mise en compatibilité du PLU de VIHIER

V/Réf : Votre courriel du 17 mai 2022

N/Réf : Notre courriel du 5 mai 2022 adressé à la DREAL

Par courriel cité en référence, vous invitiez nos services à prendre connaissance du dossier relatif au projet d'extension de l'entreprise MILLET localisée à LYS HAUT LAYON (commune déléguée de VIHIER), projet nécessitant d'adapter le PLU de cette entité territoriale. Vous nous informiez, par ce même message, de la tenue d'une réunion des Personnes Publiques Associées, le 20 juin prochain à l'Hôtel d'Agglomération du Choletais, afin d'examiner le volet urbanistique de ce projet.

Je vous informe tout d'abord que nos services ne pourront participer à la réunion du 20 courant. Vous voudrez bien toutefois nous communiquer le compte-rendu qui sera établi à la suite de cette concertation entre les PPA.

Parallèlement à la procédure engagée par la commune déléguée de VIHIER, la DREAL a sollicité le 8 avril dernier, l'avis de l'ARS pour ce même projet d'extension de l'entreprise Millet, cette fois afin de statuer sur la nécessité de soumettre ou non ce dossier à évaluation environnementale. Nos services se sont, par conséquent, déjà exprimés sur ce projet, le 5 mai dernier. La position développée ci-dessous ne diffère donc guère de celle formulée primitivement auprès de la DREAL.

Après examen des pièces constitutives du dossier transmis, le constat que peut en faire l'ARS est décliné ci-après.

Les terrains considérés sont d'ores et déjà inclus dans une zone à vocation industrielle et artisanale. Ils ne sont compris, ni dans un périmètre de protection de captage destiné à l'alimentation humaine, ni sur un bassin versant de baignade. *De facto*, l'incidence de ce projet sur les usages sanitaires de l'eau peut être considérée comme marginale, sinon nulle.

ars-dt49-spe@ars.sante.fr
02 49 10 48 25
Cité administrative - 26 ter rue de Brissac
49047 ANGERS CEDEX 01
www.pays-de-la-loire.ars.sante.fr



Agir pour la santé de tous

QUALITÉ · USAGERS · INNOVATION · PRÉVENTION

Toutefois, la notice de présentation communiquée indique (p.40) que la station d'épuration communale présente des dysfonctionnements sur l'hydraulique, sans décrire l'importance de ces derniers.

La création d'une ligne de production complémentaire au sein de l'usine Millet, comme les emplois supplémentaires qui sont attendus sur ce site, contribueront à une augmentation du volume d'eaux usées rejeté à l'égout.

Il aurait par conséquent, été pertinent de chiffrer ce nouvel apport afin de déterminer s'il aura ou non un impact significatif amplifiant les désordres déjà observés. L'allégation selon laquelle l'accroissement de l'entreprise sera sans effet sur ce facteur limitant du traitement des eaux usées – et tel qu'il est repris en page 40 de la notice – aurait appelé à une justification d'ordre technique.

La suppression temporaire du sentier de randonnée n'appelle pas de remarque particulière, dès lors que ce chemin sera recréé. Il en va de même pour la haie bocagère devant être replantée à la suite de l'extension des ETS Millet. Je tiens à préciser que les essences choisies pour reconstituer cette haie devront l'être en fonction de leur potentiel allergisant qui devra s'avérer aussi faible que possible.

Par ailleurs, l'aménagement routier envisagé dans la traversée de l'entreprise – à savoir, la création d'un sens unique de circulation pour les poids-lourds – apparaît pertinent. Ainsi, les conditions de sécurité au raccordement à la RD 960 s'en trouveront améliorées, par la diminution des flux de poids-lourds issus de l'entreprise Millet. Ces véhicules rejoindront ensuite cet axe structurant via le rond-point le réunissant à la RD 748. Ce report de trafic n'engendrera pas de nuisances supplémentaires, puisque le tracé revient à contourner l'entreprise Millet par l'est.

En conclusion, excepté pour l'impact sur la station d'épuration qui aurait mérité d'être davantage étayé, le projet d'extension des ETS Millet a été correctement appréhendé. Aussi, et sous réserve que ce point concernant l'assainissement soit clarifié et/ou fasse l'objet d'un engagement de la collectivité à ne pas accroître les désordres hydrauliques observés, l'ARS se montre favorable à la présente mise en compatibilité du PLU de VIHIERES.

Le Département Santé publique et environnementale reste à votre disposition pour d'éventuels compléments.

P/ le Directeur de la Santé Publique et
Environnementale et par délégation

L'Ingénieur d'Études Sanitaires



Damien LEGOFF

Zimbra

sproust@choletagglomeration.fr

RE: Réunion d'examen conjoint du 25 avril 2023 - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Vihiers

De : ARS-DT49-SPE <ARS-DT49-SPE@ars.sante.fr>

mar., 11 avr. 2023 14:45

Objet : RE: Réunion d'examen conjoint du 25 avril 2023 -
Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du
PLU de Vihiers Millet 1 pièce jointe**À :** sproust@choletagglomeration.fr

Bonjour,

Par courrier du 31 mars, ainsi que par courriel en date de ce jour, vous avez convié nos services à participer à la réunion du 25 avril prochain, concernant le projet de mise en compatibilité du PLU de VIHIER, procédure visant à autoriser l'extension des ETS MILLET implantés sur cette même commune déléguée de LYS HAUT LAYON. Nous vous informons que nous ne pourrons assister à cette séance d'examen du projet ; le territoire de VIHIER ne comprend pas en effet d'enjeu sanitaire majeur pour l'ARS (périmètres de captage d'eau potable, proximité d'une baignade).

Nous réitérons toutefois les observations déjà émises lors des études antérieures, notamment par notre avis du 10 juin 2022 adressé à vos services, à savoir que la question de la surcharge hydraulique de la station d'épuration communale n'apparaît toujours pas résolue.

Nous avons récemment répondu à la DREAL en ce sens, lors d'une nouvelle sollicitation.

Vous trouverez pour information, en pièce jointe, notre position réactualisée vis-à-vis du projet MILLET.

Nous vous souhaitons bonne réception de cette pièce.

Le Département Santé publique et environnementale reste à votre disposition pour d'éventuels compléments.

Cordialement,

JC. CROCHET

Technicien Sanitaire

Délégation Territoriale de Maine-et-Loire

Département Santé publique et environnementale

Tél : 02 49 10 41 94

Agence régionale de santé Pays de la Loire - DT49

26 ter rue de Brissac - 49047 ANGERS CEDEX 01

Standard : 02 49 10 47 50 – Département SPE : 02 49 10 48 25

www.paysdelaloire.ars.sante.fr - ars-dt49-spe@ars.sante.fr

De : solenne proust <sproust@choletagglomeration.fr>**Envoyé :** mardi 11 avril 2023 10:19

Bonjour,

Par courriel en date du 24 février, vous sollicitiez la contribution de nos services au sujet du projet . Vous rappeliez dans votre message que cette procédure a déjà fait l'objet d'une décision de la MRA. Nos services avaient alors contribué à cette position en estimant que le projet d'extension de l'usine . Ce nouvel examen du projet – modifié à la marge – ne suscite pas d'opposition de la part de nos se

Ces derniers tiennent toutefois à souligner que la station d'épuration communale présente une **surc**. Ce point avait du reste été mis en exergue lors de notre précédente contribution. Les compléments : En effet, la notice explicative (p.63) précise que la réduction des apports d'eaux claires parasites su . Ce qui représente un flux de 2000 EH à mettre en lien avec le dimensionnement de la STEP actuel, En d'autres termes, il semble qu'il faille accepter la persistance de dysfonctionnements sur l'ouvrag . En outre, le dossier n'indique pas **quel sera le volume d'eaux usées supplémentaire apporté par** . Il n'est donc pas possible en l'état, d'évaluer si cette extension entraînera ou non une amplification . Cet aspect s'avère essentiel et devra être renseigné.

Enfin, parmi les risques listés aux pages 65 & 66 de la notice, ne figure pas celui de l'exposition au une parfaite étanchéité entre la dalle des constructions et le sol naturel, et d'autre part, une ventilati

Il ne semble donc pas nécessaire d'exiger une évaluation environnementale pour ce projet. Néanmc

Le Département Santé publique et environnementale reste à votre disposition pour d'éventuelles pr

Cordialement,

JC. CROCHET

Technicien Sanitaire

Délégation Territoriale de Maine-et-Loire

Département Santé publique et environnementale

Tél : 02 49 10 41 94

Agence régionale de santé Pays de la Loire - DT49

26 ter rue de Brissac - 49047 ANGERS CEDEX 01

Standard : 02 49 10 47 50 – Département SPE : 02 49 10 48 25

www.paysdelaloire.ars.sante.fr - ars-dt49-spe@ars.sante.fr

Nos ministères agissent pour un développement durable.

Préservons l'environnement : n'imprimons que si nécessaire !